

SERVICES TECHNIQUES GENERAUX

Marché A Procédure Adaptée MAPA

(Passés en application des articles L2123-1, R2123-1 et 5 et R2162-3 du Code de la commande publique)

ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (C.C.A.P.)

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

**Nettoyage de la vitrerie Intérieure et extérieure du centre de recherche Inria
de l'Université Grenoble Alpes**

MARCHE DE SERVICES N° 2025-1267

SOMMAIRE

ARTICLE PREMIER : OBJET DE L'ACCORD-CADRE – DISPOSITIONS GENERALES	4
1.1 - OBJET DE L'ACCORD-CADRE	4
1.2 - DECOMPOSITION EN LOTS DE L'ACCORD-CADRE	4
1.3 - DUREE - DELAIS D'EXECUTION	4
1.4 - ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE	4
ARTICLE 2 : PIECES CONTRACTUELLES DE L'ACCORD-CADRE	5
ARTICLE 3 : DELAIS D'EXECUTION OU DE LIVRAISON	5
3.1 - DELAIS DE BASE	5
3.2 - PROLONGATION DES DELAIS	6
ARTICLE 4 : CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS	6
ARTICLE 5 : CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	7
5.1 – VERIFICATIONS :	7
5.2 ADMISSIONS DES PRESTATIONS :	7
ARTICLE 6 : STIPULATIONS SUR LE PERSONNEL DU TITULAIRE – OBLIGATIONS DU TITULAIRE	7
6.1 – REPRISE DU PERSONNEL	7
6.2 – REGULARITE AU REGARD DES DISPOSITIONS LEGALES	7
6.3 – RESPONSABILITE DU TITULAIRE	8
6.4 – PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE	8
6.5 – COMPORTEMENT DU PERSONNEL	8
6.6 – OBLIGATIONS SOCIALES ET FISCALES	8
6.7 – ENCADREMENT DU PERSONNEL	8
ARTICLE 7 : GARANTIES FINANCIERES	8
ARTICLE 8 : AVANCE	8
8.1 - CONDITIONS DE VERSEMENT ET DE REMBOURSEMENT	8
8.2 - GARANTIES FINANCIERES DE L'AVANCE	9
ARTICLE 9 : PRIX	9
9.1 - CARACTERISTIQUES DES PRIX PRATIQUES	9
9.2 – MODALITES DE VARIATIONS DES PRIX	9
ARTICLE 10 : MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES	10
10.1 - ACOMPTES ET PAIEMENTS PARTIELS DEFINITIFS	10
10.2 - PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENTS	10
10.2.1 MODE DE TRANSMISSION DES FACTURES :	10
10.2.2 PRESENTATIONS FACTURES :	11
10.3 – DELAI GLOBAL DE PAIEMENT	11
10.4– RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS	12

<u>ARTICLE 11 : PENALITES</u>	12
11.1 - PENALITES DE RETARD	12
11.2 - PENALITES D'INDISPONIBILITE POUR LES PRESTATIONS DE MAINTENANCE	13
11.3 - PENALITE POUR TRAVAIL DISSIMULE	13
<u>ARTICLE 12 : ASSURANCES ET RESPONSABILITES</u>	14
<u>ARTICLE 13 : RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE</u>	14
13.1. RESILIATION AUX TORTS DU TITULAIRE	14
<u>ARTICLE 14 : DROIT ET LANGUE</u>	14
<u>ARTICLE 15 : CLAUSES COMPLEMENTAIRES</u>	15

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Article premier : Objet de l'accord-cadre – Dispositions générales

1.1 - Objet de l'accord-cadre

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) concernent : le nettoyage des vitreries intérieures et extérieures, des menuiseries et autres éléments sur le centre de recherche Inria de l'Université Grenoble Alpes.

Le nombre exact de prestations annuelles ne peut être déterminé avec précision. Toutefois ce nombre ne saurait être inférieur à une intervention par an pour l'ensemble des bâtiments concernés par ce marché.

Lieu(x) d'exécution : Centre de recherche Inria 655 avenue de l'Europe à SAINT ISMIER

La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L2123-1 et R2123-1 et 5 du Code de la commande publique.

Les prestations feront l'objet d'un accord-cadre avec maximum passé en application des articles R2162-3, R2162-7 à 9 et R 2162-13 et 14.

Cet accord-cadre fixe toutes les stipulations contractuelles. Il est exécuté par l'émission de bons de commande.

1.2 - Décomposition en lots de l'accord-cadre

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches ou en lots.

Les prestations font l'objet d'un lot unique compte tenu de l'objet du marché

1.3 - Durée - Délais d'exécution

Le marché est conclu pour une **durée initiale d'un (1) an**.

A l'issue de cette période et, sauf dénonciation par l'une des deux parties par lettre recommandée avec un préavis de deux mois avant terme, il sera reconduit pour une période de trois (3) ans.

Après expiration ou résiliation du marché, les deux parties restent tenues d'honorer les obligations contractées.

La non-reconduction du marché n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité de quelque sorte que ce soit, ni à aucun dédommagement.

Si le titulaire ne satisfait pas aux prescriptions du cahier des charges, Inria se réserve le droit, par lettre recommandée avec AR, de mettre un terme au marché. Le titulaire ne pourra se prévaloir d'aucune indemnité.

Durant les deux mois précédant l'échéance, normale ou prématurée du marché, le titulaire sera tenu de laisser libre accès aux installations et de fournir tous les renseignements nécessaires à la reprise de l'exploitation par une autre entreprise ou établissement.

1.4 - Accord-cadre à bons de commande

L'accord-cadre s'exécute au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur par courriel, télécopie ou envoi de courrier postal.

Chaque bon de commande précisera :

- le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- le montant du bon de commande ;

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur pourront être honorés par le ou les titulaires.

Dans le cadre de la dématérialisation de son processus comptable Inria se réserve la possibilité d'envoyer les bons de commandes par voie électronique. Les modalités seront transmises au titulaire après validation par l'agence comptable du processus.

Les bons de commande émis durant la validité du marché pourront s'exécuter pendant le trimestre suivant la fin de validité du marché.

Article 2 : Pièces contractuelles de l'accord-cadre

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- L'acte d'engagement (A.E.) et son annexe éventuelle signés et datés par les deux parties (candidat et Pouvoir Adjudicateur) ;
- Le bordereau des prix unitaires, signé et daté par le candidat, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du Pouvoir Adjudicateur fait seul foi ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) dont l'exemplaire original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et ses annexes éventuelles dont l'exemplaire original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi ;
- Le mémoire technique et ses annexes éventuelles (ainsi que les documents relatifs à la négociation le cas échéant), dont l'exemplaire original conservé dans les archives du Pouvoir Adjudicateur fait seul foi.

Pièces générales :

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 19 janvier 2009. *Le titulaire déclare parfaitement connaître ce dernier document bien qu'il ne soit pas matériellement joint au dossier.*
- Le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services.

Seules les prescriptions administratives et techniques demandées par le pouvoir adjudicateur sont exécutables. Les conditions générales de vente fournies par le candidat ne sont pas applicables.

Si une ou plusieurs stipulations du présent marché sont tenues pour non valides ou sont déclarées comme telles en application d'une loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision judiciaire définitive, les autres stipulations garderont toute leur force et leur portée.

Article 3 : Délais d'exécution ou de livraison

3.1 - Délais de base

Le titulaire et le représentant d'Inria s'informent de la date prévisionnelle d'exécution des prestations avant la passation de chacun des bons de commande. Les délais d'exécution des prestations seront ainsi définis dans chaque bon de commande.

Dans la mesure du possible Inria émettra les bons de commande au minimum 8 jours avant la date de la prestation envisagée.

Les délais d'exécution applicables dans le cadre du marché sont régis par l'article 13 du CCAG/FCS et les diverses prescriptions du CCTP.

Les délais d'exécution des prestations sont indiqués au cahier des clauses techniques particulières.

3.2 - Prolongation des délais

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du C.C.A.G.-F.C.S.

A la demande du titulaire, les délais d'exécution des prestations mentionnées dans le Cahier des Clauses Techniques particulières pourront être expressément prolongés par Inria.

Article 4 : Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du marché).

Le marché s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon de commande.

Le titulaire doit être en mesure de fournir pendant la durée totale du marché l'ensemble des prestations (et leur niveau requis) figurant dans le bordereau des prix, sa réponse technique, et conformément au CCTP. Dans le cas contraire, il s'expose à la résiliation du marché dans les conditions fixées infra.

Décision de poursuivre

La poursuite de l'exécution des prestations en cas de dépassement de la masse initiale est subordonnée à la conclusion d'un avenant ou à l'émission d'une décision de poursuivre prise par le pouvoir adjudicateur.

Obligation de résultats

La prise en charge des prestations définies par le présent document constitue une obligation de résultat selon les critères de qualités définis, avec la mise en place de moyens minimaux.

Il est précisé que le titulaire devra organiser ses différentes interventions afin de ne pas perturber le fonctionnement des bâtiments.

De ce fait, le titulaire devra développer les moyens humains et matériels (notamment pour les travaux en hauteur) nécessaires pendant les différents créneaux horaires.

Les modalités de contrôles de la qualité sont décrites dans le CCTP

Article 5 : Constatation de l'exécution des prestations

5.1 – Vérifications :

Les opérations de vérifications et les décisions après vérifications sont régies notamment par les stipulations du chapitre 5 du CCAG/FCS.

5.2 Admissions des prestations :

Si le cahier des charges est respecté, les vérifications sont réputées positives. Cette formalité ouvre droit à paiement.

En cas d'inexécution partielle ou de mauvaise exécution des prestations, après une première et unique mise en demeure assortie d'un délai pour améliorer les prestations concernées, l'entreprise sera passible d'une réfaction ou du rejet des prestations en cause.

Par dérogation à l'article 25.3 du CCAG/FCS, compte tenu de la nécessité que la prestation soit réalisée afin de garantir la continuité du service public, la décision de réfaction peut être prise sans que le titulaire ou son représentant ait été mis à même de présenter ses observations. Cette décision fera néanmoins l'objet d'un courrier motivé au titulaire en recommandé avec accusé de réception.

La réfaction entraîne une réduction de prix établie selon l'étendue des imperfections constatées. Le montant de la réfaction sera déduit automatiquement du montant de la facture correspondante.

Lorsqu'Inria prononce le rejet partiel ou total des prestations, le titulaire sera tenu d'exécuter de nouveau les prestations concernées à ses frais et dans les délais fixés par Inria.

Dans le cas où le titulaire manquerait de façon répétée à ses obligations contractuelles, Inria pourra résilier le marché aux torts du titulaire dans les conditions fixées à l'article 32 du CCAG/FCS, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité. Il pourra être pourvu à l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire.

L'application des pénalités définies ci-dessous est sans préjudice des décisions qui pourraient être prises par Inria en cas d'inexécution ou de mauvaise qualité des prestations, conformément à l'article 25 du CCAG /FCS.

Article 6 : Stipulations sur le personnel du titulaire – obligations du titulaire

6.1 – Reprise du personnel

Les candidats sont informés que l'entreprise titulaire du marché n'a pas de personnel affecté exclusivement sur ce marché et qu'il n'y aura donc pas de reprise de personnel.

6.2 – Régularité au regard des dispositions légales

Le titulaire déclare pour lui-même et pour ses éventuels sous-traitants que les personnels affectés à l'exécution des prestations du marché sont employés régulièrement et dans le respect des dispositions légales réglementant l'emploi d'une part, et le séjour en France des travailleurs étrangers, d'autre part.

Il déclare faire son affaire des poursuites dont il pourrait faire l'objet par les autorités de contrôle habilitées en cas de non-respect de ces dispositions.

6.3 – Responsabilité du titulaire

Le titulaire s'engage à réaliser les prestations telles qu'elles sont exposées dans les Cahier des Clauses Administratives et Techniques Particulières. Il a l'entière responsabilité de ses personnels et des moyens à mettre en œuvre pour exécuter la prestation (notamment pour les travaux en hauteur).

Le titulaire est responsable des actes de ses personnels et de ceux de ses éventuels sous-traitants en toute circonstance quelle qu'en soit la cause. Il est responsable des accidents, dégradations que lesdits personnels pourraient commettre, ainsi que de l'inobservation par ses personnels des consignes de sécurité, de confidentialité et d'obligation de réserve.

6.4 – Protection de la main d'œuvre

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail. A cet égard, il est seul responsable vis-à-vis de l'Inspection du Travail et des tiers. Le titulaire devra fournir une liste détaillée et régulièrement à jour des personnes employées.

6.5 – Comportement du personnel

Les agents du titulaire devront se comporter de façon irréprochable. Il appartient au responsable de l'équipe de veiller au respect des consignes liées à la bonne exécution des prestations et définies lors de la réunion de mise en œuvre des prestations programmée entre le titulaire et Inria avant le démarrage des prestations.

En cas de manquements répétés au respect de ces consignes, Inria mettra en demeure le titulaire de procéder au redressement de la situation dans un délai de quinze (15) jours. Toute abstention du titulaire, passé ce délai, sera de nature à entraîner l'application des stipulations prévues à l'article Résiliation du présent CCAP.

6.6 – Obligations sociales et fiscales

Le titulaire est à jour de ses obligations fiscales et sociales. Si, en cours de marché, Inria est informé de l'irrégularité de la situation du cocontractant, le marché est résilié de plein droit.

6.7 – Encadrement du personnel

Le titulaire affectera au chantier un agent responsable de l'encadrement du personnel, appelé chef d'équipe.

Article 7 : Garanties financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

Article 8 : Avance

8.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € HT sauf indication contraire dans l'acte d'engagement et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Le montant de l'avance est fixé à 5% du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à

5% d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant initial du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 % du montant, toutes taxes comprises, du bon de commande.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Nota : Dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l'avance et conditions de versement et de remboursement ...) que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées à l'article 135 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

8.2 - Garanties financières de l'avance

Sans objet.

Article 9 : Prix

9.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations de l'accord-cadre à bons de commande seront rémunérées par application aux quantités réellement exécutées des prix du bordereau des prix unitaires.

Le titulaire garantit au pouvoir adjudicateur que les prix proposés n'excèdent pas ceux du tarif qu'il applique à l'ensemble de sa clientèle.

Le prix inclut toutes les prestations et fournitures mentionnées dans le CCTP et est complété par l'offre du titulaire ainsi que les assurances civiles et professionnelles, les charges diverses telles que les frais de transport du personnel, etc., de sorte qu'aucun supplément, de quelque nature que ce soit, ne puisse s'y ajouter

9.2 – Modalités de variations des prix

Les prix unitaires, indiqués dans les bordereaux de prix sont fermes la première année et révisables à la demande du titulaire, à la date anniversaire et à chaque reconduction du marché, ceci par dérogation à l'article 10.2.2 du CCAG FCS.

Sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires, les prix sont limités à la hausse selon la formule de révision suivante :

$$P = P_o (0,125 + 0,875(I/I_o))$$

Où :

P= Prix ajusté

P_o=Prix figurant sur l'offre

I_o= Valeur de l'indice utilisé au moment de la notification ou lors de la dernière révision

I = La valeur connue de l'indice au moment de la révision

Dans laquelle :

I_o=Indice **010546201** : Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) - CPF 81.29 - Autres services de nettoyage

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois d'avril 2020, ce mois est appelé « mois zéro ».

Le titulaire du marché transmettra sa demande de révision à l'administration contractante par mail à achats-grenoble@inria.fr

La clause limitative dite « de sauvegarde » s'applique : Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du marché à la date d'application de la nouvelle référence lorsque l'augmentation de cette référence est supérieure à 3,000 % l'an.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant une référence antérieure à celle qui doit être appliquée, il n'est procédé à aucune variation avant la variation définitive, laquelle intervient sur le premier acompte du marché suivant la parution de la référence correspondante.

Article 10 : Modalités de règlement des comptes

10.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les acomptes seront versés au titulaire dans les conditions de l'article 11 du C.C.A.G.-F.C.S.

10.2 - Présentation des demandes de paiements

Les modalités de présentation de la demande de paiement seront établies selon les conditions prévues à l'article 11.4 du C.C.A.G.-F.C.S.

10.2.1 Mode de transmission des factures :

Le paiement sera effectué par Inria sur présentation d'une facture électronique déposée par le titulaire sur CHORUS PORTAIL PRO (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

La facture devra être établie au nom d'Inria et faire référence à son SIRET n° 18008904700013. Elle devra, par ailleurs, faire référence au présent marché et comporter impérativement, outre les mentions légales obligatoires, le numéro du bon de commande communiqué par les services d'Inria en exécution de celle-ci, ainsi les références bancaires ou postales du compte indiqué dans l'acte d'engagement par le titulaire : Compte à créditer en euros.

- En cas de cotraitance :
- En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations ;
- En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du C.C.A.G.-F.C.S

Toutes les entreprises doivent transmettre des factures dématérialisées.

Ces dispositions s'appliquent tant au titulaire du marché qu'aux sous-traitants bénéficiant du paiement direct.

10.2.2 Présentations factures :

Les demandes de paiement comporteront quelques soient leur mode de transmission, outre les mentions légales, les indications suivantes :

Les demandes de paiement porteront, outre les mentions légales :

Les indications obligatoires sous peine de rejet :

- **Le numéro de SIRET**, qui identifiera Inria en tant que destinataire de la facture : **18008904700013**
- **Le numéro d'engagement** juridique que vous trouverez sur le support contractuel qui vous lie à Inria ou qui vous aura été communiqué.
- **Les références bancaires** ou postales du compte à créditer telles que mentionnées à l'acte d'engagement.

Les indications minimum suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro et l'intitulé du marché ;
- le détail des prix unitaires, lorsque l'indication de ces précisions est prévue par les documents particuliers du marché ou que, eu égard aux prescriptions du marché, les prestations ont été effectuées de manière incomplète ou non conforme;
- le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération ; le numéro de TVA intracommunautaire de Inria : FR45180089047
- le cas échéant, applications des réfections fixées conformément aux dispositions du C.C.A.G.- Travaux;
- Tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors du marché et directement liés au marché;
- le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées ;
- la date de facturation.
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché.
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC.

10.3 – Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s), seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En application du Décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, Inria se libérera des sommes dues au titulaire

par virement par mandat administratif dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement ou des demandes de paiement équivalentes sous réserve d'admission des prestations. Au-delà de ce délai, les intérêts moratoires courent de plein droit au profit du titulaire.

Toutefois, l'attention du titulaire est attirée sur le fait que les intérêts moratoires ne seront pas dus en cas de présentation de factures non conformes. Le délai de 30 jours commencera à courir **à compter de la date de réception d'une facture établie en bonne et due forme.**

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoire ont commencé à courir, majoré de 8 (huit) points de pourcentage, accompagné d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 (quarante) euros conformément aux articles R2192-31 à 36 du code de la commande publique.

Les retenues dont le titulaire serait redevable au titre du présent marché seront déduites du montant HT de la facture correspondante ou feront l'objet d'un ordre de reversement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

10.4– Renseignements administratifs

L'ordonnateur chargé d'émettre les titres de versement est Monsieur le Président Directeur Général d'Inria Domaine de Voluceau – Rocquencourt – BP 105. 78163 Le Chesnay cedex .

Tel : 01 39 63 55 11.

Le comptable assignataire des paiements est Madame l'agent comptable d'Inria, Domaine de Voluceau – Rocquencourt – BP 105. 78163 Le Chesnay cedex . Tel : 01 39 63 55 55

Le Service Dépense (SD) est l'interlocuteur unique du titulaire pour traiter les demandes d'information relatives au traitement des factures :

Par téléphone : 04 76 61 55 08

Par mail : sd-fournisseurs@inria.fr

Par courrier : Inria – Service Dépense - Domaine de Voluceau – Rocquencourt – BP 105. 78163 Le Chesnay cedex

Article 11 : Pénalités

11.1 - Pénalités de retard

Des pénalités sont appliquées au titulaire en cas de non-respect des engagements contractuels. Les pénalités portent sur :

- des éléments factuels
- le non-respect des délais contractuels d'exécution des prestations

Toutes ces pénalités sont cumulables.

Dans l'hypothèse où il y aurait une relation de cause à effet entre deux pénalités, la pénalité la plus forte est prise en considération.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant ne dépasse pas 50 € pour l'ensemble du marché.

Une pénalité forfaitaire pourra être appliquée au titulaire du marché après constatation par Inria d'un cas listé dans le tableau ci-après. L'application des pénalités fera l'objet d'un courrier recommandé auprès du prestataire.

FACTEUR DECLENCHANT UNE PENALITE	MONTANT DE LA PENALITE
Non actualisation de la liste du personnel, par cas constaté	150 €
Non-respect du calendrier mensuel, par jour de retard	80 €
Non-respect du délai fixé pour l'exécution des prestations après mise en demeure, par jour de retard	50 €
Absence aux réunions programmées, par réunion	80 €
Non production de l'attestation d'assurance, par jour de retard	150 €
Perte d'un badge	30 € / badge
Perte d'un passe (outre son remplacement)	50 € / passe
Tenue d'un aspect physique négligé, par cas constaté Absence de port des équipements de protection individuelle	80 €
Utilisation non autorisée d'un équipement ou matériel, par cas constaté	50 €
Mauvais comportement des agents sur le site (qui nuit au bon fonctionnement ou au calme des services), par cas constaté	150 €
Etat d'ivresse, par cas constaté	Résiliation
Introduction d'un tiers non autorisé, par cas constaté	Résiliation
Faute lourde, vol, entrée de personnel non habilité, par cas constaté	500 €

11.2 - Pénalités d'indisponibilité pour les prestations de maintenance

Il n'est pas prévu de pénalité d'indisponibilité.

11.3 - Pénalité pour travail dissimulé

En application de l'article L.8222-6 du Code du travail et de l'article 93 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011, une pénalité sera appliquée au titulaire s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du Code du travail.

En effet, si Inria est informé par un agent de contrôle du non-respect de ses obligations par le titulaire en termes de lutte contre le travail dissimulé, l'Institut enjoindra le titulaire à régulariser la situation dans le délai mentionné dans le courrier de mise à demeure envoyé par Inria par tout support permettant d'attester d'une date certaine. Le titulaire devra, alors, dans ce délai, apporter la preuve

qu'il a mis fin à la situation litigieuse, par tout support permettant d'attester d'une date certaine. En cas de non régularisation de la situation dans le délai prévu par Inria, le pouvoir adjudicateur appliquera au titulaire, dans un premier temps, une pénalité de 100 € par jour calendaire de retard (jusqu'à la régularisation de la situation) et ce pendant 21 jours calendaires maximum. Passé ce délai de 21 jours calendaires, Inria pourra résilier, après mise en demeure préalable du titulaire par lettre recommandée, pour faute du titulaire, sans indemnités, aux frais et risques du titulaire (conformément à l'article 18 du présent marché).

Article 12 : Assurances et responsabilités

Le Titulaire du marché devra justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire d'assurances garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Le Titulaire est responsable de ses personnels en toutes circonstances et pour quelque cause que ce soit. Il est responsable des accidents survenant par le fait de son personnel, des dégâts produits à l'occasion de l'exécution des travaux, ainsi que des vols qui pourraient être commis par ses préposés. En conséquence, il est responsable des dommages que la mauvaise exécution des prestations peut causer :

- à son personnel, aux agents de la personne publique ou à des tiers ;
- à ses biens, aux biens appartenant à la personne publique ou à des tiers.

Article 13 : Résiliation de l'accord-cadre

Les dispositions des articles 29 à 36 du Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) Fournitures Courantes et Services (FCS) sont applicables au présent marché auxquelles s'ajoute la disposition suivante.

Par dérogation à l'article 33 du CCAG FCS, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra pas d'indemnité.

13.1. Résiliation aux torts du titulaire

En cas de résiliation **pour faute** il sera fait, application des articles 32 et 36 du CCAG FCS avec les précisions suivantes :

Inria pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché aux frais et risques du titulaire dans les conditions définies à l'article 36 du CCAG FCS. La décision de résiliation le mentionnera expressément.

Article 14 : Droit et Langue

Les parties s'efforceront de résoudre à l'amiable les contestations qui pourront surgir pour l'interprétation et l'exécution du présent marché.

En cas de difficultés survenant, l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est :

Comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics de Lyon ;

À l'attention du CCIRA de Lyon 1 boulevard Vivier Merle, 69443 LYON CEDEX 03;

Tél. 04 26 99 28 33

Courriel : ara.ccira@direccte.gouv.fr

En cas de litige qui n'aurait pu être réglé par le comité visé ci-dessus, la loi française est seule applicable. Tout contentieux juridictionnel survenant au cours du présent marché sera du ressort du tribunal territorialement compétent qui est :

Tribunal Administratif de Grenoble
2 place de Verdun
BP 113538022 GRENOBLE CEDEX 1
Tél : 04 76 42 90 00
Télécopie : 04 76 51 89 44
Courriel : greffe.ta-grenoble@juradm.fr

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Tribunal Administratif de Grenoble
2 place de Verdun
BP 113538022 GRENOBLE CEDEX 1
Tél : 04 76 42 90 00
Télécopie : 04 76 51 89 44
Courriel : greffe.ta-grenoble@juradm.f

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique «Télérecours citoyens » accessible à l'adresse internet www.telerecours.fr.

Grefe du Tribunal administratif de Grenoble :

2 place de Verdun
38000 Grenoble
Tél. : 04-76-72-90-00
Fax : 04-76-42-22-69
Courriel : greffe.ta-grenoble@juradm.fr

Article 15 : Clauses complémentaires

Clause de confidentialité :

Le titulaire qui, à l'occasion de l'exécution du contrat, a reçu communication à titre confidentiel ou secret de renseignements, documents ou objet quelconques est tenu de maintenir secrète ou confidentielle cette communication. Cette obligation s'impose à tous les membres de son personnel, elle se poursuivra après l'expiration du présent marché, sans limitation de durée.

Il doit sans délai avertir Inria de toute violation de l'obligation de confidentialité. En cas de non-respect par le titulaire des obligations résultant du présent article, Inria peut résilier le marché dans les conditions mentionnées à l'article 13 du présent marché.

Le Titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.